

En Suisse, un jour de fête pour les anti-européens

BREXIT L'UDC et l'ASIN demandent l'application à la lettre de l'initiative «Contre l'immigration de masse» et l'arrêt des négociations pour un accord institutionnel. La gauche aussi réitère ses revendications

MAGALIE GOUMAZ, BERNE
@magaliegoumaz

Pour l'ASIN (Action pour une Suisse indépendante et neutre), «le 24 juin 2016 est un jour de joie pour l'indépendance et la démocratie directe. Un jour historique pour l'Europe et par conséquent aussi pour la Suisse.» Le Brexit met effectivement en évidence le fait que l'euroscpticisme n'est pas l'apanage des partis populistes et nationalistes mais gagne la majorité de la population. «L'UE est devenue une URSS sans goulag. Or, les mastodontes de ce type, c'est fini», lance Oskar Freysinger, vice-président de l'UDC suisse. Et qu'importe si le franc suisse se renforce encore, menaçant l'économie du pays. Le conseiller d'Etat valaisan n'y voit qu'«un léger problème, car il est passager».

Le Brexit permet à l'UDC et à l'ASIN de durcir leurs positions. Elles demandent que l'initiative «Contre l'immigration de masse» soit appliquée à la lettre. «Le Conseil fédéral doit laisser tomber le plan A, soit une solution négociée avec l'UE, pour passer tout de suite au plan B, soit une introduction unilatérale de contingents», estime le conseiller national Thomas Aeschi (UDC/ZH). L'UDC invite en plus le Conseil fédéral à stopper immédiatement toutes les négociations sur le projet d'accord institutionnel entre la Suisse et l'UE. Elle estime que «cet accord équivaldrait à sauter sur un bateau en train de sombrer». Dans ce sens, le Brexit lui fournit un argument utile pour vendre son initiative contre les juges étrangers, intitulée «Initiative pour l'autodétermination». D'apparence technique, l'idée gagnera en popularité dès lors que le Conseil fédéral sera prêt, dans le cadre de cet accord institutionnel, à ce que ce soit la Cour de justice de l'UE qui intervienne en cas de différends entre Berne et Bruxelles. Oskar Freysinger y voit «une adhésion par la bande».



OSKAR FREYSINGER
VICE-PRÉSIDENT
DE L'UDC SUISSE

«L'UE est devenue une URSS sans goulag. Or, les mastodontes de ce type, c'est fini»

L'initiative de l'UDC sera déposée prochainement. Elle pèsera sur la suite des négociations et sur le débat interne. «Pour moi, la question migratoire est la principale raison de ce vote en faveur du Brexit, analyse le conseiller national Luzi Stamm (UDC/AG), vice-président de l'ASIN. Mais il montre aussi que les Britanniques ne veulent plus accepter toutes les règles de l'UE.» Sous-enten-

dant que les Suisses, qui n'ont pas adhéré à l'UE, encore moins.

Avec le Brexit, les anti-européens proposent aujourd'hui une tout autre solution: renforcer l'AELE en y intégrant la Grande-Bretagne. L'Association européenne de libre-échange regroupe la Suisse, l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein. «Actuellement, c'est un tigre de papier, estime Oskar Freysinger. Mais si la Grande-Bretagne la rejoint, cette institution aura davantage de poids. On peut même imaginer qu'elle devienne le noyau d'une nouvelle Europe beaucoup plus flexible.»

Euroscpticisme à gauche?

Mais l'Union européenne, telle qu'elle fonctionne actuellement, n'est plus seulement rejetée par l'UDC et l'ASIN. «De cette Europe-là, 90% des Suisses n'en voudraient pas», estime Oskar Freysinger. PLR et PDC ont depuis longtemps enterré l'idée d'y adhérer pour s'accrocher aux accords bilatéraux. Et naguère qualifié d'euro-turbo, le PS est de moins en moins.

En 2015, soucieux d'éviter les divisions internes et de ne pas entrer dans le jeu de

l'UDC, les socialistes avaient écarté la question européenne de leur plateforme électorale. Une année auparavant, la section Jeunes du PS genevois avait aussi demandé de retirer l'objectif de l'adhésion du programme du parti. Son actuel président, Tristan Pun, ne le cache pas: «Depuis, l'euroscpticisme a plutôt tendance à se renforcer dans notre section.» Les Jeunes socialistes genevois estiment que l'UE n'est pas suffisamment démocratique et trop antisociale.

L'euroscpticisme a également gagné les rangs des Verts. On se souvient que leur section tessinoise soutenait en 2014 l'initiative de l'UDC «Contre l'immigration de masse». La conseillère nationale genevoise Lisa Mazzone parle d'un cas isolé car les Verts soutiennent les accords bilatéraux. «Chez nous, je ne parlerais pas d'euroscpticisme, en tout cas pas dans le sens d'un repli nationaliste. Par contre, c'est vrai que la direction que prend cette institution, toujours plus néolibérale, nous déplaît.» Ainsi, la gauche tout comme les syndicats profitent aussi du Brexit pour réitérer leurs exigences: renforcer les mesures d'accompagnement à la libre circulation. ■

Le dernier espoir des europhiles suisses

RÉACTIONS Les partisans déclarés de l'adhésion de la Suisse à l'UE s'expriment après le vote britannique

La Suisse a connu ses euro-turbos, ainsi que la génération «Né le 7 décembre 1992», pour défendre l'ouverture européenne après l'échec de l'EEE (1992). Ces dernières années, parallèlement aux difficultés de l'Union européenne (UE) et à la montée de la droite nationaliste en Suisse, la flamme europhile helvétique vacille fortement. La sanction du peuple britannique va-t-elle l'éteindre définitivement?

Tout dépend de la réaction de l'UE elle-même, répondent les défenseurs de la cause européenne interrogés par *Le Temps*. «Nous sommes entrés dans la zone de vérité», note François Cherix, coprésident du Nouveau Mouvement européen suisse (Nomes), après avoir dit tout le mal qu'il pense des «incendiaires populistes qui ont mis le feu à la maison européenne».

Si l'UE se contente de baisser la tête, de s'accommoder, cela ouvre le scénario du pire, de l'effet domino et d'une désintégration face à laquelle les europhiles suisses ne pourront rien faire, estime François Cherix. Si, au contraire, elle parvient à définir un projet qui protège mieux ses citoyens, la construction européenne peut être relancée. Que faire aujourd'hui en Suisse? «Animer le débat sur la nécessité pour le continent européen de s'organiser au lieu de se détricoter. Rester sur les questions de fond et ne pas s'enliser dans les discussions juridico-techniques sur l'article 121A.»

«Une tristesse énorme»

«Ma première réaction est celle d'une tristesse énorme», confie Gilles Grin, directeur de la Fondation Jean Monnet, à Lausanne. Depuis vingt-cinq ans, l'UE s'est développée comme un marché très élargi plutôt que comme une union politique, ce qui correspondait aux vues des Britanniques, qui lui portent aujourd'hui un coup très dur. En Suisse, l'enthousiasme européen est déjà tombé à un niveau très bas, note avec préoccupation ce chargé de cours sur les questions européennes. Il n'y a plus qu'un Suisse sur dix pour se déclarer favorable à une adhésion à l'UE, selon le sondage régulier de l'EPFZ. En réaction au Brexit, l'UE risque de se montrer plus stricte avec les Etats non

membres, ce qui rendra la situation en Suisse plus difficile encore, redoute Gilles Grin.

«Ma seule lueur d'optimisme est que l'UE parvienne enfin à se réformer», déclare Gilbert Casasus, directeur du Centre d'études européennes de l'Université de Fribourg. En revenant à l'idée d'un noyau dur et/ou en se donnant plus de légitimité démocratique. «Les europhiles suisses ont

«Ma seule lueur d'optimisme est que l'UE parvienne enfin à se réformer»

GILBERT CASASUS, DIRECTEUR
DU CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES
DE L'UNIVERSITÉ DE FRIBOURG

sans doute déjà intégré l'idée qu'il est nécessaire d'injecter de la démocratie directe dans l'UE et c'est une idée qu'ils peuvent porter.» «Je continue de penser qu'il serait mieux pour la Suisse d'être dans l'UE, mais je reconnais qu'elle peut s'en passer», note René Schwok. Le professeur genevois tient à se placer du côté des pragmatiques et à souligner qu'il est «moins désabusé que certains idéalistes, depuis longtemps en perte de vitesse».

La paix et la solidarité entre les peuples

La conseillère nationale Lisa Mazzone (Verts/GE) reste confiante dans la fibre européenne de la jeune génération, qui passe pourtant pour voter souvent UDC. «Il n'y a pas assez de projet social, de redistribution des richesses dans l'UE et les Etats membres. Mais nous devons rappeler que les valeurs de l'Europe sont aussi celles de la paix et de la solidarité entre les peuples», ajoute la vice-présidente du Nomes. «Le Brexit fait réagir, se réjouit Nicole Nickerson, présidente des Young European Swiss (YES), un mouvement de jeunes qui, comme le Nomes auquel il est rattaché, prône l'adhésion à l'UE. Depuis ce matin, je reçois des appels de gens intéressés à nous rejoindre, comme cela s'était produit au lendemain du 9 février 2014.» ■

YELMARC ROULET
@YelmarcR

PUBLICITÉ

**GBP
MENACÉ PAR
LE BREXIT?
TAKE THE LEAD.**

Tradez le Forex avec une Banque Suisse

- Forex | Matières Premières | Indices Boursiers | Obligations
- Analyses de marché exclusives
- Exécution précise – Liquidité importante
- 230'000 clients traders dans le monde

swissquote.com/fx

SWISSQUOTE